L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1881. 55me Année.

Docteur, Bonnet de Clos, Propriétaire-Editeur.

Entered at the Post office at New Orleans, as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 13 SEPTEMBRE 1881.

VENTES A L'ENCAN.

Par Vincent & Cie., tout le contenu du magasin de Mme Arcambeau, No 421 rue Dryades, consistant en cotons, jeans, satinets, etc., etc.

EUROPE.

Nous allons résumer les dernières nouvelles d'Europe, en empruntant aux journaux de nuances diverses, leurs commentaires sur la situation.

La plupart des journaux républicains de France continuent la campagne qu'ils ont entreprise pour faire complaisance à M. Gambetta qu'il dénonce, enfin accepter le pouvoir. "Le *Temps*," journal modéré, consacre à cette question un long et intéressant article d'où nous extrayons le passage suivant:

"Personne n'admet, un seul moment, que la dissidence des délégués parisiens, aujourd'hui, diffère à l'intime même que celles de M. Gambetta. Il est, d'ailleurs, une chose qui, en bonnes, visualisait en sécurité des scrupules sacrés, des difficultés personnelles que pourrait éprouver M. Grévy : c'est que toutes les autres portes sont fermées. A qui s'adresserait-on, à défaut de M. Gambetta, pour charger de la composition d'un cabinet? Quel serait l'homme politique assez osé ou assez étourdi pour accepter cette invitation, si elle lui était faite?

"Il faut, toutefois, ajoute le *Temps*, tenir compte de l'émotion naturelle d'un homme qui se voit sur le point de mettre une grande popularité à la redoutable épreuve du maniement des affaires, de répondre à une attente universelle et anxieuse, et nous comprendrions que l'ambition ne suffirait pas pour engager M. Gambetta à braver une pareille entreprise; c'est à son patriotisme surtout qu'il convient de faire appel."

—Nous signalerons quelques réflexions à ce sujet, dit le *Journal du Havre*. Certainement, il nous paraît indispensable, pour la marche de nos institutions parlementaires, que M. Gambetta se détermine à prendre la direction des affaires; mais nous ne croyons pas, comme quelques-uns, qu'il doive, dès à présent, accepter la présidence du conseil. Le député de Belleville est, d'ailleurs, trop avisé politique pour s'arrêter à une pareille solution, et nous estimons que ceux qui lui donnent un pareil conseil ne sont point de ses amis.

Ils savent, en effet, que si M. Gambetta se présentait devant la nouvelle Chambre, avec six semaines d'un ministère pendant lequel il n'aurait pu rien faire d'utile, il aurait déjà perdu, devant le pays, une partie de sa force et de son autorité.

Le *National* partage cette opinion: "Si les élus du 21 août ne veulent pas réduire que dans deux mois, si M. Jules Grévy ne veut pas assumer la responsabilité de la dissolution avant le 14 octobre de la Chambre de 1877, M. Gambetta doit attendre patiemment l'heure assignée par les convictions, à la réunion de la nouvelle Chambre.

"Si un ministère doit s'épuiser à ne rien faire pendant ces flocheux intérim, il vaut mieux que ce soit le ministère actuel."

Le cabinet Gambetta doit être le ministère de l'avenir.

—Les journaux s'efforcent de rechercher les éléments de la future majorité parlementaire. Des centaines d'arrivistes politiques se livrent à des pointages, en prenant pour base d'appréciation: les professions de foi de nos nouveaux législateurs: opération délicate, où l'on est exposé à des mécomptes, car promesses de candidature valent trop souvent, serments d'amoureux.

—Le pointage du *Parlement* donne ce résultat original qu'aucune majorité n'en sort. Notre confrère avoue qu'il s'y perd, et que tout est confusion dans ses calculs.

—Le *XIXe Siècle* dégage, en ces termes, le résultat général des élections:

"Les vieilles classifications des groupes républicains, en centre gauche, gauche républicaine, n'ont plus de sens, au moins comme classification de parti.

"Tel est le résultat le plus important de la constitution nationale qui vient d'être rendue, et que confirment les choix des Conseils généraux, que le télégraphe nous apporte.

"On est la différence un peu considérable entre les doctrines du discours de Méaulmontant et celui de Nancy! Nous avons vu se fermer, en face de l'appel fait au suffrage universel, un vaste groupe républicain, d'où peut sortir, enfin, une majorité compacte, en état de tenir tête à toutes les coalitions de la droite et de l'extrême gauche.

—Signalons également un fait politique d'une certaine importance. Le journal la *Paix* a terminé complètement son évolution vers l'Union républicaine. Il se rallie au programme de Tours et de Méaulmontant.

Nos lecteurs savent que le journal *"La Paix"* est l'organe du président Grévy.

—Voici maintenant comment M. Rochefort est jugé par les royalistes. C'est l'*Univers* qui parle:

"Qu'a fait M. Rochefort, ni flambant, aujourd'hui? Il a fui le combat. Ce n'était pas, en effet, s'y mettre, que de jeter de loin dans l'intervalle, le poste de M. Rochefort était à Belleville: il devait y être candidat aux élections municipales. Ce poste de combat, il l'a déserté. A qui s'adress